

Juin 2016

## **Biométhanisation**

---

Utilisation et mise sur le marché du digestat :  
démarches administratives et points d'attention  
dans la pratique quotidienne

---

**Livia Spezzani**

## Table des matières

<b>1  </b>	<b>SUIS-JE CONCERNE PAR CE DOCUMENT ?</b>	<b>4</b>
<b>2  </b>	<b>DECHET OU PAS DECHET ?</b>	<b>5</b>
<b>3  </b>	<b>QUI GERE QUOI A L'ADMINISTRATION ?</b>	<b>5</b>
<b>4  </b>	<b>DOCUMENTS NECESSAIRES POUR POUVOIR PRODUIRE ET METTRE SUR LE MARCHE DU DIGESTAT CONSTITUANT UN DECHET</b>	<b>7</b>
4.1	Permis d'environnement et conditions sectorielles	8
4.2	Agrément « Sous-produits animaux » du DSD	12
4.3	Certificat d'utilisation et enregistrement auprès du DSD	14
4.4	Dérogation Engrais, Service Produits phytopharmaceutiques et Engrais, SPF 18	
4.5	Enregistrement AFSCA	20
<b>5  </b>	<b>RECAPITULATIF DES DOCUMENTS NECESSAIRES</b>	<b>21</b>
<b>6  </b>	<b>DISCUSSION</b>	<b>21</b>
<b>7  </b>	<b>COORDONNEES UTILES</b>	<b>22</b>



## Acronymes - Glossaire

AFSCA : Agence Fédérale de Sécurité de la Chaîne Alimentaire

CU : Certificat d'utilisation

DPD : Direction de la Politique des Déchets (appartient au DSD)

DPS : Direction de la Protection des Sols (appartient au DSD)

DSD : Département du Sol et des Déchets (Wallonie) = Office Wallon des Déchets

OWD : Office wallon des déchets

RW : Région wallonne

SPA : Sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine. Comporte les effluents d'élevage ainsi que les sous-produits animaux issus de l'élevage, de la transformation agro-alimentaire, des supermarchés, les déchets de cuisine et de tables issus des cantines, des ordures ménagères...

SPE: Service Produits phytopharmaceutiques et Engrais du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement

SPF : Service Public Fédéral

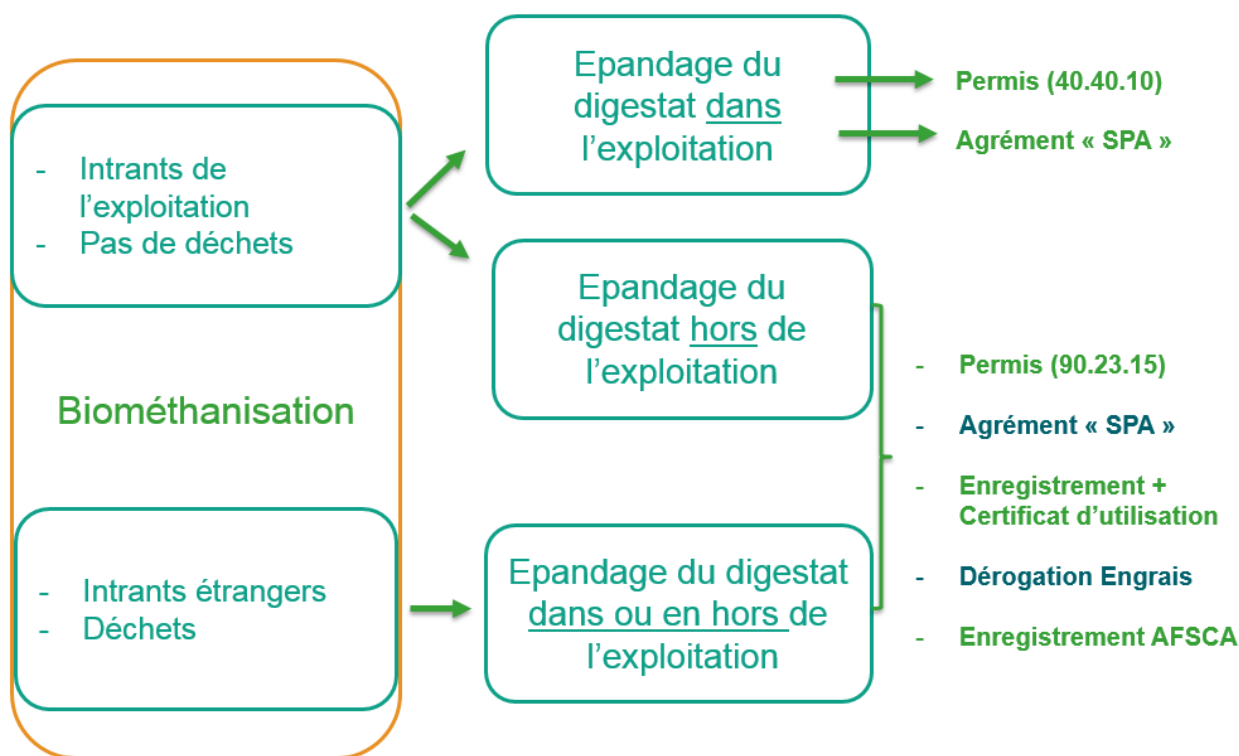


## 1 | Suis-je concerné par ce document ?

Ce document s'adresse aux **porteurs de projet** en biométhanisation qui souhaitent commercialiser ou échanger du digestat **hors de leur exploitation**, quelle que soit la nature des intrants (déchet ou non). Il s'adresse également aux porteurs de projet dont le digestat serait valorisé au sein de l'exploitation mais dont les **intrants constituent un déchet** (au sens juridique) (rubrique 90.23.15 du permis d'environnement).

Il dresse la liste des **documents administratifs et points d'attention pratiques** nécessaires pour produire un digestat conforme et pour pouvoir le commercialiser et le valoriser. Remarque : Les « points d'attention » exposés dans ce document cherchent à attirer l'attention du lecteur sur le contenu des textes de loi mais ne peuvent pas être tenus pour complets et exhaustifs. La lecture attentive du texte de base reste indispensable.

Il donne également les **contacts** des services administratifs concernés.



Ce document ne s'adresse pas aux biométhaniseurs qui fonctionnent en boucle fermée, c'est-à-dire ceux dont l'approvisionnement est composé d'intrants générés exclusivement dans leur exploitation (agricole, IAA, etc.) et qui utilisent leur digestat exclusivement sur leur exploitation.

Le document ValBiom « **Législation et aides** » explique en détails toutes les démarches à suivre pour installer son unité de biométhanisation. **Ce document-ci se focalise sur les points liés au digestat.**

## 2 | Déchet ou pas déchet ?

La biométhanisation est un procédé très intéressant pour valoriser la matière organique de type : effluents d'élevages, boues, coproduits et sous-produits d'élevage, agricoles ou de l'industrie agro-alimentaire, ou encore tontes de pelouses et déchets organiques des ménages. En effet, le traitement de ces matières par biométhanisation permet de recycler la matière organique pour à la fois de produire de l'énergie et fertiliser les terres agricoles.

Toutefois, au sens juridique du terme, toutes ces matières sont considérées comme des déchets dès lors que leur producteur (l'agriculteur, l'éleveur, l'industrie, l'entrepreneur ou le citoyen) s'en défait ou a l'intention ou l'obligation de s'en débarrasser. Toute matière organique (« biomatière ») qui quitte son lieu d'origine ou de production tombe sous le statut « déchet ».

D'une manière générale, une unité de biométhanisation qui s'approvisionne, au moins en partie, en matières organiques non générées sur sa propriété est considérée comme une installation de traitement de déchets<sup>1</sup>. Par conséquent, le digestat qui sort du procédé a un statut de déchet. Comme un « déchet » peut contenir des éléments indésirables pour l'homme et l'environnement (agents pathogènes, métaux lourds, polluants organiques, etc.), il y a des précautions à prendre, adaptées en fonction du type de déchet, pour éviter au maximum tout risque pour la santé humaine ou pour l'environnement. Ces précautions entraînent forcément des contraintes administratives.

## 3 | Qui gère quoi à l'administration ?

En Belgique, il existe plusieurs législations à respecter lorsque l'on souhaite pratiquer la biométhanisation et mettre sur le marché le digestat qui en découle.

La mise en application des différentes législations en vigueur tombe sous la **compétence des autorités, tantôt fédérales, tantôt régionales**<sup>2</sup>.

*1) AUTORITE FEDERALE – SPF SAAE, Service Produits phytopharmaceutiques et Engrais*

Le niveau fédéral est compétent pour la santé humaine et la sécurité de la chaîne alimentaire – les normes et les règles de **mise sur le marché** des produits

---

1. Au sens de l'arrêté du 04/07/2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidence et des installations et activités classées.

2. Source SPF :

<http://www.health.belgium.be/eportal/Environment/Chemicalsubstances/Fertilisers/Competences/index.htm#.VhfRNvntmko>

Le **Service Produits phytopharmaceutiques et Engrais** (SPE) est compétent pour la rédaction des normes visant la commercialisation de *produits* (au sens juridique du terme<sup>3</sup>). Ce service évalue la sécurité de ces produits pour les hommes, les plantes, les animaux et la chaîne alimentaire, et la valeur agronomique, l'efficacité, des produits.

A l'intérieur de ce service, la **cellule Engrais** est responsable de :

- l'adaptation de la législation relative aux engrais (arrêté royal du 28 janvier 2013). Elle peut donc, par exemple, ajouter de nouveaux produits dans la liste des produits autorisés,
- **l'octroi des dérogations pour la mise sur le marché de produits qui ne sont pas encore autorisés (c'est le cas du digestat),**
- et l'octroi des autorisations pour les boues d'épuration.

### *2) AUTORITE FEDERALE – Agence Fédérale de Sécurité de la Chaîne Alimentaire*

L'AFSCA s'occupe du contrôle du respect des normes *produits* établies par le SPE. L'AFSCA est aussi compétente pour l'octroi d'agréments, d'autorisations et d'**enregistrements** des opérateurs actifs dans la chaîne alimentaire.

### *3) AUTORITE REGIONALE – Département de la Politique des Déchets*

Les Régions sont compétentes pour la politique en matière de gestion des déchets, de protection de l'environnement, et dès lors, de l'établissement de conditions d'**utilisation** des déchets et des produits.

En Wallonie, les déchets peuvent être utilisés pour un retour au sol (sous forme d'engrais ou d'amendement par exemple) mais sous certaines conditions. Le digestat doit donc être couvert par un **certificat d'utilisation**.

C'est le Département du Sol et des Déchets (DSD ; Office wallon des déchets) qui s'en occupe. Au sein du DSD, on distingue notamment la Direction de la Protection des Sols (DPS) et la Direction de la Politique des Déchets (DPD).

---

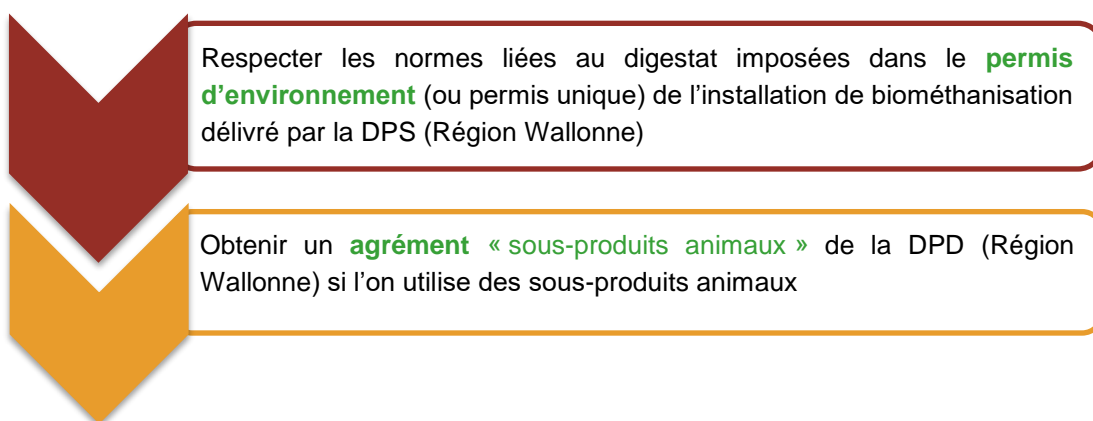
3. "produits" : des engrais, des amendements du sol, des substrats de culture, des boues d'épuration ainsi que tout produit auquel est attribuée une action spécifique de nature à favoriser la production végétale.

## 4 | Documents nécessaires pour pouvoir produire et mettre sur le marché du digestat constituant un déchet

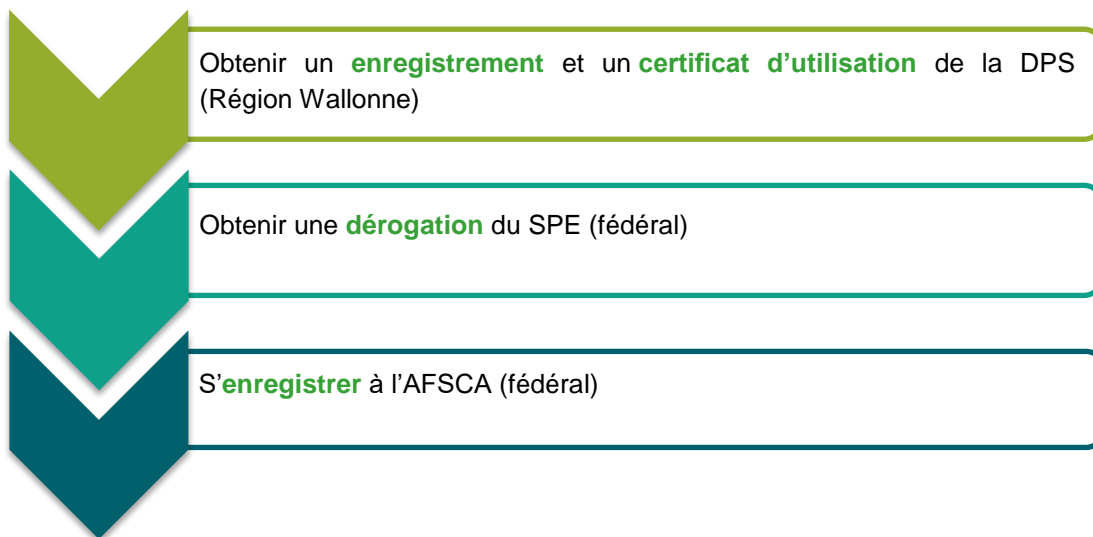
Pour pouvoir mettre sur le marché et utiliser un digestat hors de l'exploitation, avec ou sans déchets pour intrants, il faut respecter diverses normes et procédures avant (amont) et après (aval) le procédé de biométhanisation.

On peut résumer les étapes du parcours administratif comme suit :

Avant la biométhanisation, pour pouvoir PRODUIRE du digestat qui contient des déchets :



Après la biométhanisation, pour pouvoir VALORISER le digestat :



Ci-après sont passés en revue les documents administratifs nécessaires et les actions qu'ils impliquent.

**Qu'est-ce que c'est et comment l'obtenir ? :**

En Wallonie, toute installation de biométhanisation nécessite l'obtention d'un permis pour pouvoir être exploitée. Ce permis vise à assurer la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un établissement est susceptible de causer (pendant ou après l'exploitation). Les porteurs de projet doivent faire une demande auprès de l'administration communale sur le territoire de laquelle se situe l'unité d'exploitation concernée<sup>4</sup>.

Les permis sont valables 10 à 20 ans selon le type d'installation.

**Remarque :** Le document ValBiom « Législation et aides » explique en détails toutes les démarches à suivre pour installer son unité de biométhanisation. **Ce document-ci se focalise sur les points liés au digestat.**

Des rubriques s'appliquent aux installations de biométhanisation pour distinguer celles qui traitent des déchets (rubrique 90.23.15) et celle qui n'en traitent pas (rubrique 40.40.10).

Les installations comprises dans la rubrique 90.23.15 sont soumises à des conditions dites *sectorielles*. **Ces conditions sectorielles comportent plusieurs obligations qui concernent le digestat.** Notamment les modalités de stockage, de gestion, de comptabilité et de traçabilité au quotidien, ou encore les modes de contrôle qualité des digestats.

**Texte juridique de base :**

Arrêté du Gouvernement Wallon du 24 avril 2014 - déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15.

**Qu'est-ce que ce document implique dans la pratique une fois obtenu ? :****Intrants**

Les intrants méthanisables reconnus par la Wallonie, et leur code, sont repris dans l'annexe 1 de l'AGW du 24 avril 2014. Tout ce qui ne figure pas sur la liste approuvée est interdit.

---

4. Le dossier est ensuite transmis au fonctionnaire technique de la Région wallonne qui est territorialement compétent. Le formulaire et les annexes sont disponibles sur la page Web : [www.wallonie.be/fr/formulaire/detail/4678](http://www.wallonie.be/fr/formulaire/detail/4678).



Le permis d'environnement d'une installation de biométhanisation comporte une liste des intrants (par catégorie) que le biométhaniseur est autorisé à utiliser.

### Infrastructure

Pour ce qui concerne le digestat, il faudra prévoir une **infrastructure de stockage** du digestat brut ou traité, ainsi qu'une infrastructure pour le post-traitement du digestat si une telle opération est prévue (article 6). La capacité de stockage doit être suffisante pour pouvoir contenir le digestat produit pendant toute la période où son évacuation n'est pas possible<sup>5</sup> (article 14).

Les infrastructures de stockage doivent rendre possible un contrôle qualité du digestat par lot (caractérisation analytique), lorsque le digestat est destiné à être utilisé sur ou dans les sols (article 14).

- > Pour les digestats solides, un lot ne peut pas dépasser 1000 tonnes ou la production de 1 an si cette production est inférieure à 1000 tonnes.
- > Pour les digestats liquides, un lot représente le contenu d'une cuve de stockage qui ne peut plus être alimentée (donc pleine le plus généralement). Le contenu des lots doit être homogénéisé.

Dans le cas où la capacité de traitement de l'installation dépasse les 100 t/jour (grosse installation), il faudra prévoir un bassin de confinement (ou tout autre dispositif équivalent) afin de collecter le digestat ou les biomatières (intrants) en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat (article 7). Il faudra également équiper l'installation d'un pont à bascule étalonné avec enregistrement automatique (ou tout autre moyen) permettant de quantifier précisément les entrées/sorties de l'installation.

### Contrôle et analyses

L'exploitant met en place un système de suivi des mouvements des digestats au sein de l'installation (Article 34). A tout moment, l'exploitant est en mesure de déterminer :

- > la composition (intrants) des digesteurs, des cuves de stockage et des lots digestats en attente d'évacuation;
- > les caractéristiques qualitatives et quantitatives des lots de digestat. A ce titre, (Article 36) chaque lot de digestat destiné à être utilisé dans ou sur les sols est caractérisé par une analyse. Lorsque les digestats sont entreposés dans une cuve de stockage d'un volume supérieur à 3.000 m<sup>3</sup>, le lot est caractérisé par la moyenne de deux analyses.

**Remarque :** Pourquoi un système d'analyse par lot et non en continu ? Ce choix fait par l'administration se justifie par le fait que :

---

5. Comme tous les engrais organiques, le digestat est soumis aux normes d'épandage du Plan de Gestion Durable de l'Azote (PGDA). Certaines prescriptions particulières peuvent s'y ajouter en fonction de la composition du digestat (voir section « certificat d'utilisation »).

- > L'analyse par lot est le meilleur système de garantie de la qualité pour les destinataires.
- > Le règlement européen sur les SPA prévoit que si un « lot » n'est pas conforme point de vue analyses microbiologiques, il doit être re-traité. Cela implique donc d'être en mesure d'identifier des « lots ».
- > En vue de l'élaboration d'une législation spécifique aux digestats qui prévoirait une scission claire des responsabilités entre le producteur et le destinataire, la gestion par lot serait la meilleure approche : transfert de la responsabilité lors de la livraison du digestat.
- > L'analyse par lot permet d'identifier plus facilement la source de contamination.

Ce système implique pour les biométhaniseurs de gérer leurs stocks afin de disposer d'une cuve pleine (et analysée) pour le démarrage de la saison d'épandage.

### Procédures et registres

- Dans le **plan de travail** que le biométhaniseur doit établir pour la gestion des biomatières (matières organiques déchet ou non déchet), certaines instructions et procédures visent plus particulièrement le digestat (article 24, § 2) et ont pour objectif :
  - > d'assurer la traçabilité des flux de biomatières, de digestat et de déchets au sein de l'installation de biométhanisation et en aval de celle-ci;
  - > d'organiser le post-traitement, la caractérisation et le stockage du digestat et l'enlèvement de biomatières, de digestat et des déchets;
  - > d'assurer l'évacuation des biomatières et des digestats entreposés dans le cas où l'installation ou une partie de celle-ci n'est plus opérationnelle.
- L'exploitant tient un **registre des sorties**<sup>6</sup> des lots de digestat et des déchets où sont consignées, quotidiennement, pour chaque sortie et par date, les informations suivantes (Article 37) :
  - > la nature, la dénomination et le code des déchets;
  - > le numéro de sortie du lot de digestat;
  - > le poids ou le volume, et, le cas échéant, le numéro du bon de pesage;
  - > les coordonnées du transporteur;
  - > les coordonnées complètes du ou des destinataires avec répartition pondérale;
  - > s'il échet, le numéro du transport CMR ou tout autre document rédigé par l'exploitant garantissant la traçabilité<sup>7</sup>;
  - > la destination.

---

6. Les conditions sectorielles prévoient également un registre des entrées de biomatières mais celui-ci n'est pas développé ici puisqu'il ne concerne pas directement le digestat.

7. Par exemple, le document de traçage prévu par le certificat d'utilisation délivré par la Région Wallonne.



Les bulletins d'analyse des lots de digestat sont intégrés par l'exploitant dans le registre de sortie dès leur réception.

### Rapport annuel

L'exploitant transmet à l'Office wallon des déchets (DSD) au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année de référence un **rapport annuel** qui contient, au minimum, pour l'année de référence, les informations suivantes (Article 58) :

- > les quantités stockées, en poids et en volume, de biomatières ou matières en attente de biométhanisation, en cours de biométhanisation ainsi que de digestat présent dans l'infrastructure de stockage des digestats en attente d'évacuation en date du 31 décembre de l'année de référence;
- > par type de destination, c'est-à-dire utilisation, valorisation ou élimination, la quantité de digestat sortie;
- > les quantités de digestat stockées en vertu des contrats de location;
- > par lot de digestat :
  - a)* les résultats des analyses; *b)* le poids; *c)* la destination; *d)* la dénomination exacte des destinataires - le nom, l'adresse, le numéro de T.V.A. et les quantités transmises à chacun d'eux;
- > un tableau récapitulatif des analyses;
- > une description des incidents, accidents survenus ainsi que des problèmes rencontrés durant la période concernée et les suites qui y ont été données.



**Qu'est-ce que c'est et comment l'obtenir ? :**

Les installations de biométhanisation qui comptent traiter des sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine (effluents d'élevage, déchets de cuisine, déchets de supermarchés, d'abattoirs, etc.) doivent obtenir un **agrément « sous-produits animaux »** auprès du DPD.

**Textes juridiques de base :**

Règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine

Règlement (CE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009

**Qu'est-ce que ce document implique dans la pratique une fois obtenu ? :**

L'agrément « Sous-produits animaux » met en œuvre, avec le certificat d'utilisation (voir chapitre suivant), les dispositions requises par les lois européennes vis-à-vis des sous-produits animaux. En effet, ces derniers peuvent engendrer des risques pour la santé publique et la sécurité de la chaîne alimentaire.

L'agrément demande donc aux installations de biométhanisation qui traitent des sous-produits animaux de mettre en place une méthode « HACCP » afin d'éviter tout risque de contamination. « HACCP » vient des initiales en anglais de « Analyse des dangers - points critiques pour leur maîtrise ».

C'est une méthode de maîtrise de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires dont l'objectif est la prévention, l'élimination ou la réduction à un niveau acceptable de tout danger biologique, chimique et physique. Elle compte sept étapes<sup>8</sup> :

1. Procéder à une analyse des dangers.
2. Déterminer les points critiques pour la maîtrise.
3. Fixer le ou les seuil(s) critiques(s).
4. Mettre en place un système de surveillance permettant de maîtriser les points critiques.

---

8. <http://www.haccp-guide.fr/>

5. Déterminer les mesures correctives à prendre lorsque la surveillance révèle qu'un point critique donné n'est pas maîtrisé.
6. Appliquer des procédures de vérification afin de confirmer que le système HACCP fonctionne efficacement.
7. Constituer un dossier dans lequel figureront toutes les procédures et tous les relevés concernant ces principes et leur mise en application.



### Qu'est-ce que c'est et comment l'obtenir ? :

Le digestat qui contient des déchets ou qui ne contient pas de déchets mais qui sort d'une installation de biométhanisation pour être utilisé ailleurs a un statut de déchet. Dès lors, pour pouvoir être **utilisé** en agriculture ou en horticulture, il doit être couvert par un **certificat d'utilisation et un enregistrement**, délivrés par le Département du Sol et des Déchets de la Région wallonne.

Le certificat d'utilisation (CU) intègre et met en pratique les principes des règlements européens qui concernent les sous-produits animaux, s'il échet, et reprend entre autres les normes à respecter, les obligations diverses, les modalités d'utilisation, etc. dont les points marquants sont repris ci-après.

Pour les porteurs de projet, un dossier de demande d'enregistrement et de certificat d'utilisation doit être introduit auprès du DSD, par lettre recommandée. Ce dossier est constitué d'un formulaire (Annexe VI de l'AGW 14 juin 2001) et de données et informations relatives à la production du digestat (description du processus de production, liste des intrants, analyse du digestat...). Au sein du DSD, la DPS va rédiger le certificat en l'adaptant à chaque installation de biométhanisation.

L'enregistrement est généralement valable 10 ans et le certificat d'utilisation 3 ans. Lorsque la validité du certificat arrive à échéance et que l'enregistrement est encore valide, le biométhaniseur doit introduire une demande de renouvellement de certificat d'utilisation, au minimum 4 mois avant l'échéance du certificat d'utilisation.

### Document utile :

Document guide pour la demande d'un certificat d'utilisation « [Demande d'enregistrement et de certificat d'utilisation selon l'AGW du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets](#) ». Il faut demander ce document à la DPS (régulièrement mis à jour).

### Texte juridique de base :

Arrêté du Gouvernement Wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets

Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets - tel que modifié

Règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine

Règlement (CE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009

### Qu'est-ce que ce document implique dans la pratique une fois obtenu ? :

#### Intrants

La liste des intrants de la biométhanisation (par code) employés est indiquée dans le certificat d'utilisation.

**Remarque :** Un changement dans l'approvisionnement - retrait ou ajout d'un code qui figure déjà dans le permis d'environnement – ou dans le procédé est possible mais doit être notifié auprès de la DPS, afin d'ajuster le certificat d'utilisation. Une demande peut être introduite par lettre adressée à la DPS.

#### Hygiénisation

Le digestat qui contient des sous-produits animaux de catégorie 3 ou de catégorie 2 doit subir une hygiénisation avant d'être épandu. L'hygiénisation sert à éliminer les risques de contamination de l'homme et de l'environnement qui peuvent être liés aux sous-produits animaux. En fonction de la catégorie de déchets utilisés dans le procédé de biométhanisation, différents traitements sont requis :

- > Sous-produits animaux de catégorie 3 : (le plus fréquent)  
Ils peuvent être valorisés en biométhanisation à condition d'avoir été réduits en particules de taille inférieure à 12 mm et avoir été soumis à une hygiénisation atteignant une température à cœur de 70 °C pendant au moins une heure (conditions rencontrées dans le compostage).  
Cette catégorie regroupe les sous-produits animaux non dangereux, propres ou impropres à la consommation humaine, mais écartés pour des raisons commerciales ou non liées à des maladies transmissibles. Elle comporte également le lisier, le contenu du tube digestif, le lait et les œufs.
- > Sous-produits animaux de catégorie 2 : (moins fréquent)  
Les sous-produits de catégorie 2 doivent être réduits en particules de taille inférieure à 50 mm et doivent subir une montée en température à cœur supérieure à 133 °C pendant au moins 20 minutes sans interruption et à une pression absolue d'au moins 3 bars produite par de la vapeur saturée. Le compostage ne suffit pas pour ce type d'hygiénisation.

L'hygiénisation ne concerne que les installations de biométhanisation qui traitent des sous-produits animaux. Elle peut être appliquée avant l'entrée dans le digesteur, sur les sous-produits



animaux concernés uniquement, ou bien être appliquée après passage dans le digesteur mais sur l'entièreté du digestat. L'hygiénisation est généralement réalisée avec la chaleur produite lors de la cogénération (valorisation du biogaz) ou par compostage du digestat si la catégorie de sous-produits animaux le permet.

### Modes d'utilisation

Le digestat ne peut être utilisé que par des professionnels du domaine de l'agriculture et de l'horticulture (pépinières comprises). Il ne peut pas être utilisé par des particuliers ou dans les espaces publics sans en avoir l'accord du fédéral (sur demande spécifique).

Pour l'utilisation agricole, une copie du CU doit être fournie lors de la livraison du digestat. En outre, le digestat est livré avec un document de traçage qui reprend le bulletin d'analyse du digestat.

Pour l'utilisation horticole, une brochure qui reprend au moins les recommandations concernant l'utilisation optimale des matières (doses, mode d'emploi, restrictions éventuelles) doit être remise à chaque fourniture de digestat. Celle-ci est rédigée par un ingénieur agronome<sup>9</sup>.

Dans certains cas, des prescriptions particulières peuvent être ajoutées en fonction des intrants de la biométhanisation.

- > SPA : délai de 21 jours entre l'épandage et la mise en pâture ou la récolte de fourrages,
- > Boues : délai de 6 semaines à 10 mois entre l'épandage et la pâture ou la récolte de légumes et fruits sur des cultures maraichères ou fruitières<sup>10</sup>,
- > Digestat très liquide (< 5 %) : épandage de maximum 70 m<sup>3</sup> par hectare et par passage, sur des sols portants, bien ressuyés et préférentiellement couverts de végétation.

Le producteur de digestat doit informer son client sur les bonnes pratiques d'épandage et de fertilisation. L'utilisateur est tenu de respecter les recommandations faites par le producteur.

### Suivi de l'installation – Traçabilité en aval de l'installation

Outre la traçabilité sur installation prévue dans les conditions sectorielles du permis, le

- 
9. ValBiom peut aider à rédiger un modèle de base à adapter par le biométhaniseurs avec les caractéristiques de son digestat.
  10. « Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, il est interdit d'utiliser le digestat notamment : 1) sur des herbages ou des cultures fourragères si un délai de six semaines n'est pas respecté entre l'utilisation et le pâturage ou la récolte ; 2) sur des sols destinés à des cultures légumières ou fruitières qui sont normalement en contact direct avec le sol et qui sont normalement consommées à l'état cru, pendant une période de dix mois précédant la récolte ; 3) sur les sols occupés par des cultures légumières, de pommes de terre ou fruitières, à l'exception des arbres fruitiers pour autant que l'utilisation intervienne après la récolte et avant la floraison suivante. »





biométhaniseur doit assurer la traçabilité en aval de l'installation jusqu'au niveau parcellaire chez l'agriculteur utilisateur.

Pour pouvoir faire cette traçabilité, le biométhaniseur doit établir un **document de traçage** qui accompagne chaque livraison de digestat. Les utilisateurs doivent remplir et renvoyer ce document une fois le digestat épandu. Le suivi est réalisé jusqu'au niveau parcellaire. Les parcelles recevant le digestat sont référencées et localisées (n° parcelle orthophotoplan et cadastrale).

**Remarque :** Il peut sembler injuste pour un biométhaniseur de devoir suivre son digestat jusqu'au niveau parcellaire puisqu'il n'est plus propriétaire du digestat. Ceci est également lié au décret Déchet qui s'applique au digestat et pourrait être levé s'il y avait transfert vers le décret Sol.

### Rapport annuel

Un **rapport annuel de synthèse** doit être transmis à l'OWD. Il comporte :

- les bulletins d'analyse des lots de digestat et
- la traçabilité du digestat : quantités produites, destinataires, quantités livrées, suivi des épandages jusqu'au niveau parcellaire, etc.

**Remarque :** ce rapport est presque identique au rapport annuel prévu dans le permis d'environnement, à la différence qu'il demande en plus un rapportage sur la traçabilité du digestat hors site de production. Deux rapports doivent donc être envoyés à l'administration.

Une fusion de ces deux rapports annuels pour alléger les contraintes administratives est un objectif soutenu par la Région Wallonne mais sa mise en œuvre peut prendre plusieurs années.

### Devoirs du producteur de digestat et les devoirs de l'utilisateur de digestat

Le producteur est tenu d'informer les utilisateurs de leurs devoirs et obligations et des bonnes pratiques d'utilisation, et de fournir à ceux-ci une copie du certificat d'utilisation. De leur côté, les utilisateurs doivent s'engager à respecter les prescriptions du certificat d'utilisation.

### Transport du digestat

Le digestat, quelle que soit sa nature, doit être transporté par des transporteurs enregistrés pour le transport de déchets non dangereux, auprès du Département du Sol et des Déchets (DSD)<sup>11</sup>.

Un formulaire est disponible sur la page Web <http://environnement.wallonie.be/> sous l'onglet sols et déchets > formulaires > formulaire de demande d'enregistrement en qualité de collecteur et/ou de transporteur de déchets autres que dangereux.

---

11. Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003.

### Qu'est-ce que c'est et comment l'obtenir ? :

Afin de pouvoir **mettre sur le marché** le digestat, l'obtention d'une **dérogation** est indispensable (une par type de digestat soit, brut, phase liquide, et/ou phase solide) puisque le digestat ne figure pas dans la liste des engrais approuvés d'office (annexe I de l'Arrêté Royal engrais).

La demande de dérogation doit être introduite en même temps que la demande d'enregistrement/certificat d'utilisation à la Région Wallonne (DSD) avec une preuve que cette demande est en cours. Elle peut se faire par lettre recommandée ou en ligne. Une fois obtenue, la dérogation est valable pour maximum 5 ans et peut être renouvelée par périodes de maximum 5 ans.

Le contenu précis du dossier « dérogation SPF » dépend de la nature du produit. **Dans la grande majorité des cas, le même dossier que le dossier de demande de certificat d'utilisation pour la DPS suffit.**

### Texte juridique de base :

Arrêté Royal du 28 janvier 2013 ou « AR engrais », relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des engrais, des amendements de sol, des substrats de culture et des boues d'épuration.

### Qu'est-ce que ce document implique dans la pratique une fois obtenu ? :

#### Document d'accompagnement

Si le digestat est livré en vrac, il n'y a pas besoin d'étiquette mais d'un document d'accompagnement. Le **document d'accompagnement** doit mentionner un certain nombre d'informations à l'attention des utilisateurs :

- Nom et adresse du responsable ainsi que son numéro d'agrément SPF
- Masse nette ou masse garantie délivrée
- Consignes de stockage, de manutention et consignes spécifiques d'utilisation
- Doses et conditions d'utilisation (mode d'emploi) convenant au mieux aux conditions de sol et de culture dans lesquelles le produit est utilisé
- Marque du responsable et les dénominations commerciales du produit
- Valeur agronomique / garanties : rapport d'analyse d'un laboratoire agréé, avec le(s) paramètre(s) pertinent(s)
- Prescriptions particulières : Si le digestat contient des sous-produits animaux, des boues, ou toute autre matière soumise à des prescriptions particulières (voir

certificat d'utilisation), ces prescriptions doivent être mentionnées ensemble et distinctement sur le document d'accompagnement.

**Remarque :** Il n'y a pas de modèle prédéfini pour l'étiquette ou le document d'accompagnement. Le biométhaniseur est donc libre de choisir la mise en forme, du moment que les informations reprises dans la dérogation soient mentionnées, ensemble. Le biométhaniseur peut donc s'appuyer sur le document d'accompagnement prévu dans son certificat d'utilisation (RW).

#### Intrants

La liste des intrants de la biométhanisation (par code) employés doit figurer dans le dossier de demande.

**Remarque :** Un changement dans l'approvisionnement ou dans le procédé est possible mais doit être notifié au SPF. Une demande peut être introduite par lettre adressée au SPE. La même lettre que celle envoyée à la Région Wallonne pour l'ajustement du certificat d'utilisation peut être envoyée.

Le digestat, quelle que soit sa forme finale, ne pourra pas être dénommé « engrais CE » à sa commercialisation puisque cette dénomination ne s'applique, en 2016, que pour les engrais minéraux. Il ne pourra dès lors pas circuler librement en Europe. Tout échange transfrontalier fait l'objet de normes supplémentaires aux normes décrites dans le présent document.



**Qu'est-ce que c'est et comment l'obtenir ? :**

L'unité de biométhanisation doit s'enregistrer auprès de l'AFSCA puisque le produit qu'elle fabrique (le digestat sous toutes ses formes) intervient indirectement dans la chaîne alimentaire et qu'il contient tout ou partie des SPA.

Le formulaire de demande (voir Documents utiles ci-dessous) doit être transmis par courrier, par fax ou par voie électronique auprès du chef de l'unité provinciale de contrôle de la province où est située l'installation.

**Document utile :****Modèle du formulaire de demande d'enregistrement, d'autorisation et/ou d'agrément**

[http://www.afsca.be/agrements/documents/2013-12-10\\_Annexe\\_AM\\_Agrements\\_version21-11-2013\\_Form.pdf](http://www.afsca.be/agrements/documents/2013-12-10_Annexe_AM_Agrements_version21-11-2013_Form.pdf)

**Texte juridique de base :**

Arrêté Royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

## 5 | Récapitulatif des documents nécessaires

Documents à obtenir pour les biométhaniseurs qui exploitent des intrants produits hors de l'exploitation et/ou qui valorisent le digestat en dehors de l'exploitation :

**Permis d'environnement (RW)**  
**Agrément pour les sous-produits animaux (uniquement si on en utilise) (RW)**  
**Certificat d'utilisation + enregistrement (RW)**  
**Dérogation Engrais (SPF)**  
**Enregistrement (AFSCA)**

De ceux-ci découlent des documents à fournir :

- A l'administration, en début ou en cours de projet
- Aux utilisateurs du digestat

Documents à  
pouvoir fournir à  
l'administration

- Plan de travail (procédures, plan de l'établissement, schéma technique des installations)
- Rapport annuel qui se rapporte au permis d'environnement (qui implique de tenir un registre des entrées (biomatières) et des sorties (digestats et écarts de tri))
- Rapport annuel qui se rapporte au certificat d'utilisation (qui implique de tenir un registre de traçabilité du digestat jusqu'au niveau parcellaire de l'utilisateur)

Documents qui  
doivent  
accompagner le  
digestat à la  
livraison en  
Wallonie

- A la première livraison uniquement, et pour chaque destinataire : une copie du certificat d'utilisation
- A chaque livraison :
  - o A destination des agriculteurs :
    - Un « document de traçage » (RW) qui comprend un bulletin d'analyse complet du lot ; la mention des prescriptions particulières s'il y en a ; et un document commercial « sous-produits animaux » s'il y en a
    - Un « document d'accompagnement » (SPF)
  - o A destination des horticulteurs :
    - Une brochure agronomique (RW)
    - Un « document d'accompagnement » (SPF)

## 6 | Discussion

Les documents présentés et les mesures qu'ils imposent peuvent sembler lourds. Ils sont pour partie justifiés par le fait que le digestat a un statut de « déchets » lorsqu'il contient des biomatières étrangères à l'exploitation ou qu'il est exporté hors de l'exploitation. Il faut pouvoir être certain que le sol et les aliments qui y seront produits préservent leur qualité, d'où ces précautions qui entraînent quelques lourdeurs administratives.

Il faut toutefois se rendre compte que beaucoup d'information demandée par les trois organismes, Région Wallonne (DSD), SPF Environnement et AFSCA, est similaire. **Les documents à fournir**



**à la RW servent de base et sont souvent suffisants pour les demandes au fédéral (SPE et AFSCA).**

Le biométhaniseur porteur de projet ne doit pas se décourager à cause de ces documents mais plutôt y voir un moyen de prouver que son digestat est un amendement ou un engrais de grande qualité agronomique et environnementale. C'est grâce à cela qu'il pourra convaincre les utilisateurs de fertiliser leurs terres avec du digestat plutôt qu'avec des produits minéraux chimiques ou avec des effluents bruts.

## 7 | Coordonnées utiles

### Permis d'environnement :

#### Département des Permis et Autorisations – DPA

Avenue Prince de Liège 15 • B - 5100 Namur (Jambes)  
Tél. : +32 (0) 81 33 61 03

#### Direction de Namur - Luxembourg

Avenue Reine Astrid 39 • B - 5000 Namur  
Tél. : +32 (0) 81 71 53 44  
Responsable : Daniel VANDERWEGEN,  
Directeur

#### Direction de Mons

Place du Béguinage 16 • B - 7000 Mons  
Tél. : +32 (0) 65 32 82 00  
Responsable : Bernard BEQUET, Directeur

#### Direction de Charleroi

Rue de l'Écluse 22 • B - 6000 Charleroi  
Tél. : +32 (0) 71 65 47 80  
Responsable : Elio CALO, Directeur

#### Direction de Liège

Rue Montagne Ste-Walburge 2 • B - 4000  
Liège  
Tél. : +32 (0) 4 224 57 57  
Responsable : Marianne PETITJEAN,  
Directrice

### Agrément SPA :

#### Direction de la Politique des Déchets (DPD) – DSD :

Monsieur Philippe Decornet  
Avenue Prince de Liège 15 • B - 5100 Namur (Jambes)  
Tél.: 081/33.65.16 ; [philippe.decornet@spw.wallonie.be](mailto:philippe.decornet@spw.wallonie.be)



### **Certificat d'utilisation + enregistrement RW :**

#### **Direction de la Protection des Sols (DPS) - DSD**

Madame Audrey Bourgeois

Avenue Prince de Liège 15 • B - 5100 Namur (Jambes)

Tél.: 081/33.64.12 ; [audrey.bourgeois@spw.wallonie.be](mailto:audrey.bourgeois@spw.wallonie.be)

### **Dérogation Engrais :**

#### **SERVICE PUBLIC FEDERAL – Santé Publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement**

Service Produits phytopharmaceutiques et Engrais – M. Alfred Generet

Eurostation II

Place Victor Horta 40/10– 1060 Bruxelles

Tel: +32 (0) 2 524 97 97

#### **Dépôt de demande en ligne :**

<http://fytoweb.be/fr/guides/engrais/demande-autorisationderogation-pour-engrais-en-ligne>

### **Enregistrement AFSCA :**

Unités Provinciales de Contrôle de l'AFSCA : <http://www.afsca.be/upc/>

